

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 24 (1987)
Heft: 853

Artikel: Partis politiques : une voix bien discrète
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1019507>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Plus fort, nous sommes sourds

■ (mam) Pollution de l'air : le smog dissous, les concentrations toxiques dans l'atmosphère ont baissé ; mais le vent ne suffira pas à chasser la réalité et l'urgence du problème. Alors que les partis politiques (voir ci-dessous) affirment clairement leur ferme volonté d'attendre pour voir, tour à tour les médecins suisses, la ville de Zurich et le canton de Saint Gall entrent dans l'arène, avec des propositions que d'aucuns jugeront "extrémistes". Et si elles étaient simplement réalistes ?

"Pourquoi pas l'état d'urgence ?" titrait le *Nouvelliste* au lendemain du dépôt, en novembre dernier, d'une pétition adressée par 3500 médecins aux autorités fédérales et cantonales qui proposait des mesures hautement impopulaires comme le renchérissement massif du prix de l'essence ou de nouvelles limitations de vitesse.

Bien que nous n'en soyons pas encore là, le corps médical a de sérieuses raisons de s'inquiéter. L'Appel des médecins "pour la santé et les forêts" a édité une brochure, qui en est à sa troisième édition en langue allemande. La seconde édition romande (1), dont la diffusion s'avère plus difficile, vient de paraître. On y

trouve un résumé des connaissances médicales, encore fragmentaires, sur la question du lien entre les maladies bronchiques et la pollution de l'air. Dans les régions polluées, les maladies des voies respiratoires sont plus fréquentes. L'inhalation d'air vicié peut provoquer la bronchite chronique dont l'évolution risque d'aboutir à l'emphysème, l'insuffisance cardiaque et à l'anoxie, maladies qui réduisent l'espérance de vie. Les nourissons et les enfants en bas âge sont les plus vulnérables. La grippe, la toux et le faux croup, maladies jusqu'ici considérées comme typiquement hivernales sévissent aujourd'hui même en été. Le professeur Wanner, de l'Institut d'hygiène et de physiologie du travail de l'EPFZ a observé durant une année 1250 enfants, en analysant l'air qu'ils ont respiré et en enregistrant les maladies contractées. Les résultats seront disponibles en automne, il est peu probable qu'ils démentent les conclusions de recherches plus anciennes ou contemporaines effectuées à l'étranger.

Ces données scientifiques encore fragmentaires justifient-elles la montée aux barricades de certains des 3500 médecins signataires de la pétition ? Ces toubibs "maximalistes" ne seraient-ils qu'une poignée d'écologistes purs et durs, isolés au sein de l'austère corporation, comme le suggère Victor Lasserre dans le dernier éditorial d'*Entreprise romande* ? Pas si sûr. Au secrétariat général de la Fédération suisse des médecins (FMH), on s'inquiète également : en janvier de cette année, l'organe exécutif de la FMH a pris un certain nombre de résolutions. Le comité central a décidé de créer un groupe de travail permanent "Protection de l'environnement / santé", qui s'attachera en priorité aux objectifs suivants :

- prise d'influence sur les Facultés afin qu'il soit tenu compte de ces problèmes dans l'enseignement
- mise sur pied d'une documentation centrale destinée à toutes les personnes ou groupes s'intéressant à l'interaction environnement/santé
- séminaires de formation continue et de perfectionnement à l'intention des médecins sur la protection de l'environnement en vue du maintien et de l'amélioration de la santé.

PARTIS POLITIQUES

Une voix bien discrète

■ (jd) Depuis 1970 les dirigeants des partis gouvernementaux et une délégation du Conseil fédéral se rencontrent régulièrement - quatre fois l'an, avant les sessions parlementaires - pour débattre de questions d'actualité mais également de problèmes à plus long terme et pour tenter de trouver un terrain d'entente sur certains sujets concrets.

Cette pratique, imaginée pour restaurer l'influence des partis dans les décisions politiques - une influence sérieusement mise à mal par les organisations économiques - et pour rétablir un consensus minimum entre les grandes formations politiques - depuis le milieu des années 70, le durcissement des positions l'a fortement entamé - a donné quelques résultats importants: activation de la politique économique pour faire face à une nouvelle phase de récession (1982), programme de lutte contre la pollution de l'air (1984), développement des transports publics (1985).

Les informations qui ont filtré à la suite de la dernière réunion du 17 février laissent l'observateur perplexe. Le Conseil fédéral s'est déclaré prêt à tenir au courant les

partis de la préparation des prochaines "Grandes lignes" de la politique gouvernementale pour la législature à venir, mais, en contrepartie, ces derniers se sont engagés à ne pas utiliser ces informations lors de leur campagne électorale. Une manière de mettre entre parenthèses le programme gouvernemental, une affaire trop sérieuse pour qu'on en débattre devant les citoyens, qui devront se contenter des slogans préparés par les publicitaires.

Par ailleurs, gouvernement et dirigeants des partis ont discuté plus de deux heures durant du rapport du Conseil fédéral sur les mesures de lutte contre la pollution de l'air, rapport qui doit être examiné lors de la session parlementaire de printemps. Si les partis gouvernementaux sont unanimes à reconnaître la nécessité de mesures supplémentaires pour parvenir au but fixé par le gouvernement, ils ont convenu d'attendre les débats du Conseil national pour tenter ensuite de fixer une politique commune. Sur un sujet de cette importance, on aurait aimé que les partis gouvernementaux expriment sans délai des propositions substantielles et indiquent les voies concrètes d'un consensus.